REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 16 -22 juin 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Connectivité numérique.....2
- Après Madagascar et Maurice, le câble METISS arrive à La Réunion
- Câble Métiss : Début des travaux ce vendredi
- Internet : la pose du câble sous-marin en fibre optique « METISS » se poursuit sur nos côtes
-METISS, DE NOUVEAU D'ACTUALITÉ
- Metiss : un câble internet sous-marin plus puissant arrive à La Réunion

1.2 Santé.....12
-La réponse de Team Europe à la crise Covid-19 à Madagascar

1.3 Conseil extraordinaire COI.....14
-Le sommet de la COI reporté à la date ultérieure

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....15
-Environnement-le potentiel économique des aires protégées en étude
- Un fonds de 200 000 dollars pour la gestion de l'environnement fait partie du nouvel accord de pêche UE-Seychelles
- La fin des sacs en plastique en juillet

2.2 Tourisme.....19
- Lux Island Resorts : les bénéfices chutent de 50% sur le neuf derniers mois

Après Madagascar et Maurice, le câble METISS arrive à La Réunion



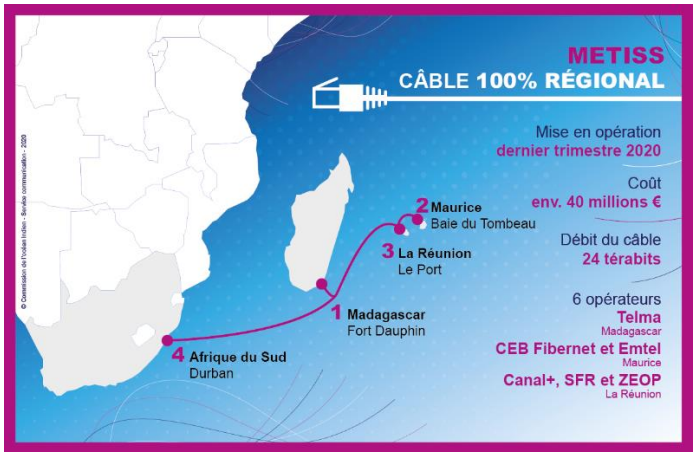
La pose du câble METISS à Madagascar

Le nouveau câble sous-marin METISS sera déployé à La Réunion le vendredi 19 juin prochain en baie du Port. Fruit du travail d'un consortium regroupant 6 opérateurs de La Réunion, Maurice et Madagascar, ce câble de 3 000 kilomètres reliera prochainement ces trois îles sœurs à l'Afrique du Sud.

Après 5 années de travail pour une nouvelle autoroute numérique, le nouveau câble sous-marin METISS arrive à La Réunion. Sa mise en service progressive est prévue à partir de septembre 2020. D'une capacité de 24 Térabits pour deux paires de fibre optiques, le câble METISS est 24 fois plus puissant que les câbles actuels au départ de La Réunion.

Le câble avait été chargé à bord du navire italien le TELIRI dès le mois de janvier dernier. Retardé de quelques semaines par la crise COVID, le bateau a pu enfin prendre la mer en avril dernier pour rejoindre l'océan Indien.

Après avoir déployé la partie terrestre à Madagascar le 2 juin et à Maurice le 14 juin, le TELIRI arrive à la Réunion ce vendredi 19 juin au petit matin pour effectuer la pose des derniers mètres jusqu'à la plage, en baie du Port. Il gagnera ensuite la banlieue de Durban pour raccorder METISS aux côtes africaines.



Les enjeux sont multiples : Sécurisation tout d'abord, avec la création de cette troisième autoroute internet vers l'Afrique, qui amoindrira les risques de coupure entre nos îles et l'Afrique ; Anticipation de l'obsolescence des câbles existants, notamment le câble SAFE dont l'exploitation est prévue pour s'arrêter aux alentours des années 2025-2027 ; Indépendance technique et financière enfin, avec ce consortium constitué d'opérateurs locaux, tous engagés sur leur territoire.
Ce nouveau câble permettra à terme l'amélioration des temps de réponse (« ping ») et de transit plus rapide, le temps de réponse depuis l'Afrique étant divisé par 4 par rapport à Paris. Avec le poids grandissant des « hub » internet de Johannesburg et Durban, il sera en effet possible d'ici quelques années de récupérer la plupart des données internet en Afrique du Sud, sur les gros serveurs Google, Microsoft, Facebook et autres, sans être obligé de remonter jusqu'à Paris.

Câble Métiss : Début des travaux ce vendredi

Baradi Siva

Un troisième câble sous-marin est installé à La Réunion pour améliorer le débit Internet sur notre île.

Le très attendu câble Métiss est en train d'être mis en place à **La Réunion**. Il s'agit du troisième dispositif de fibre optique mis en place pour desservir notre île.

Metiss c'est quoi ?

Le nom du câble sous-marin est un acronyme : MElting poT Indianoceanic Submarine System (Metiss).

Une nouvelle autoroute numérique

Après cinq années d'études, de choix des partenaires techniques, de reconnaissance des fonds marins et de fabrication du câble à Calais. Il a été chargé à bord du navire italien LE TELIRI en janvier. La crise du **Coronavirus** a retardé de quelques semaines son déploiement.

La partie terrestre à Madagascar a été déployée le 2 juin et à Maurice le 14 juin. La pose des derniers mètres jusqu'à la plage, en baie du Port, est réalisée aujourd'hui. Le bateau se rendra ensuite à Durban pour raccorder METISS aux côtes africaines.

Plus de puissance

La mise en service progressive est prévue à partir de septembre 2020, Il a une capacité de 24 Térabits pour deux paires de fibre optiques, le câble METISS est 24 fois plus puissant que les câbles actuels au départ de **La Réunion**.

Sécurisation, anticipation et indépendance

L'avènement de ce nouveau câble était une nécessité stratégique partagée par l'ensemble des 6 acteurs du projet et l'enjeu est multiple :

- **Sécurisation** tout d'abord, avec la création de cette troisième autoroute internet vers l'Afrique, qui amoindrira les risques de coupure entre nos îles et l'Afrique
- **Anticipation de l'obsolescence des câbles existants**, notamment le câble SAFE dont l'exploitation est prévue pour s'arrêter aux alentours des années 2025-2027.
- **Indépendance technique et financière** enfin, avec ce consortium constitué d'opérateurs locaux, tous engagés sur leur territoire.

Pour les internautes réunionnais, METISS offrira également à terme des temps de réponse (« le « ping ») et de transit plus rapides, le temps de réponse depuis l'Afrique étant divisé par 4 par rapport à Paris. Avec le poids grandissant des « hub » internet de Johannesburg et Durban, il sera en effet possible d'ici quelques années de récupérer la plupart des données internet en Afrique du Sud, sur les gros serveurs Google, Microsoft, Facebook et autres, sans être obligé de remonter jusqu'à Paris.

Un projet d'envergure régionale

Si l'idée d'un nouveau câble avait germé depuis un certain temps dans l'esprit de plusieurs industriels de la région, c'est le financement d'une étude de faisabilité par la Commission de l'Océan Indien (COI) en 2015 qui achève de réaliser cette ambition. Véritable projet d'envergure régionale, METISS est un câble de nouvelle génération, destiné à relier entre elles les îles soeurs, dans un mode OPEN ACCESS : c'est-à-dire que les opérateurs membres sont libres de connecter sans cout d'interconnexion (les fameux « cross connect ») les territoires voisins.

Un investissement de près de 50 millions d'euros confié à ASN et ELETTRA

Intégralement financé par les membres du consortium, la fabrication du câble METISS a été confiée au leader français et mondial des câbles sous-marins, la société Alcatel Submarine Network (ASN), dans ses usines de Calais et de Londres. La pose du câble est quant à elle réalisée, sous le pilotage d'ASN, par la société italienne ELETTRA.

"C'est une satisfaction immense de voir aujourd'hui ce beau bébé de 3000 kilomètres mis à l'eau après tant de travail", se félicite **Xavier Hermesse**, président du consortium METISS.

"Je tiens à saluer la collaboration exemplaire entre les différents acteurs, qui, bien que concurrents, ont compris que l'union faisait la force dans ce type d'infrastructures stratégiques. Pour le développement économique et social de notre île, l'arrivée de METISS est un atout supplémentaire dans un monde toujours plus interconnecté et dépendant. Et l'importance vitale de nos réseaux très haut débit dans la crise que nous venons de traverser l'a parfaitement démontré."

Internet : la pose du câble sous-marin en fibre optique « METISS » se poursuit sur nos côtes

Daivik Rajcomar



Le projet METISS (MEIting poT Indianoceanic Submarine System) qui a débuté en 2017, a franchi une étape importante dimanche dernier, 14 juin 2020, puisque le navire câblier Teliri est arrivé à Maurice pour entamer la pose du câble.

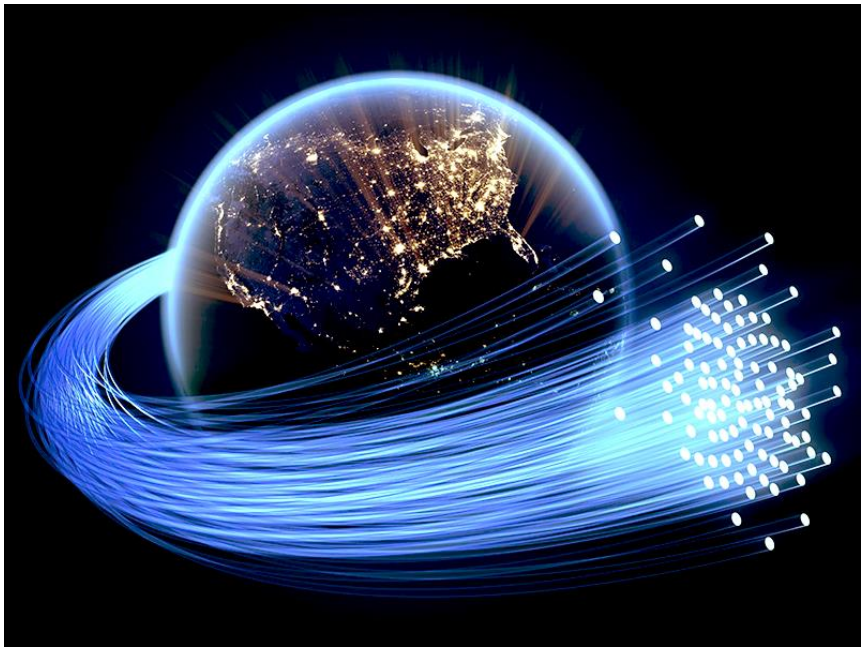
La compagnie de télécommunication Emtel, en tant que membre-fondateur du consortium du câble METISS, accueille avec enthousiasme la mise en œuvre de ce projet.

Ce nouveau câble sous-marin en fibre optique permettra à la compagnie d'élargir et d'améliorer considérablement sa gamme de services, tout en se connectant à l'île de la Réunion, à Madagascar et à l'Afrique du Sud.

« (...) Le câble METISS sera un tremplin pour le pays dont l'ambition est de devenir une économie numérique dans un avenir prévisible. Lorsque la pose du câble et sa mise en service seront achevées avec succès, ce câble réduira le risque que nous soyons isolés en cas de dommages causés à l'un des deux câbles à fibres optiques existants. (...) », a déclaré Teddy Bhullar, CEO d'Emtel.

D'un coût de 40 millions d'euros, ce nouveau câble a une capacité nominale de 24,000 Gbit/s.

METISS, DE NOUVEAU D'ACTUALITÉ



Cela fait plus d'un an que nous l'attendons le câble METISS. C'était en juillet 2016, à l'occasion de l'inauguration du Forum Economique de l'union des chambres de commerce et d'industrie de l'Océan Indien axé sur le monde numérique. On parlait de la signature d'un accord entre plusieurs opérateurs des télécommunications dans le but d'installer un câble à haut débit dans la région Océan Indien. Après de longs mois d'attentes, le projet se concrétise enfin.

En effet, mercredi 13 décembre à l'hôtel Labourdonnais à Port-Louis, six opérateurs de la région ont signé l'accord. Pour l'occasion, plusieurs pointures du monde politique et numérique des Etats membres de la commission de l'Océan Indien (COI) étaient présentes. La signature de l'accord marque donc le début de la construction du fameux câble METISS (MElting poT Indianoceanic Submarine System).

Parmi les six opérateurs à la tête de ce projet, nous retrouvons des leaders de la télécommunication de la région. De l'île Maurice, CEB Fibernet et Emtel. ZEOP pour la Réunion. Telma représentant Madagascar. Les deux derniers opérateurs sont SFR et Canal+Telecom opérant sur plusieurs territoires de l'Océan Indien. Ensembles, ces opérateurs seront aux commandes des opérations pour la construction du câble METISS. Par conséquent, ils auront la responsabilité d'assurer une fourniture d'internet répondant aux besoins et exigences de chaque pays concernés.

METISS, nécessité plus qu'un projet ambitieux

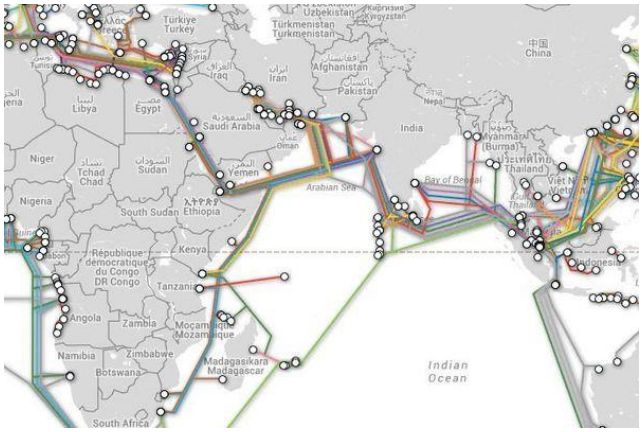
Et oui, le câble METISS représente beaucoup pour la connectivité régionale. Les câbles actuels atteindront sous peu leur fin de vie et ont donc besoin d'être remplacés. Selon Madi Hamada, secrétaire général de la COI, « ce

câble à très haut débit modifiera le paysage numérique régional et permettre la démocratisation de l'accès au très haut débit au bénéfice des populations et des acteurs économiques ». Cette vision du changement qu'apportera METISS est rejointe par Vishnu Lutchmeenaraidoo, président du Conseil de la COI. Il soutient même que « le câble METISS participera aussi au renforcement de la compétitivité de la région ».

A l'appui de ces ambitions, des chiffres forts impressionnants puis que le câble mesurera environ 3000 km de long. METISS reliera Maurice, Réunion, et Madagascar à la bande passante internationale de l'Afrique du Sud. Ce câble aura la capacité de fournir un débit aussi élevé que 24 000 Gigabits/seconde. C'est une vitesse encore jamais atteinte dans l'Océan Indien, équivalente à « fois la vitesse de la connexion actuelle à Madagascar » selon Patrick Pisal-Hamida, administrateur et directeur général de Telma.

Selon les dires, le câble devrait être opérationnel d'ici 2019. Plus qu'une question de temps donc jusqu'à la révolution du paysage numérique de l'Océan Indien. En outre, une telle connectivité rendra les pays tels que Maurice et Madagascar encore plus compétitifs sur le plan de l'externalisation et les prestations de service. Avec un réseau haut débit, ces pays pourront diversifier et améliorer leurs offres.

Metiss : un câble internet sous-marin plus puissant arrive à La Réunion



Le réseau des câbles sous-marin consacrés au trafic internet dans l'océan Indien (Source submarinecablemap.com)

Metiss, nouveau câble sous-marin, sera déployé à La Réunion ce vendredi 19 juin 2020. Relié à l'Afrique du Sud, il sera 24 fois plus puissant que les câbles actuels au départ de l'île.

Metiss est un câble de 3000 kilomètres qui reliera prochainement 6 opérateurs de La Réunion (Canal+, SRR et Zeop) , de Maurice (Emtel et CEB) et de Madagascar (TELMA) à l'Afrique du Sud.

Avec une mise en service progressive prévue à partir de septembre 2020, ce nouveau câble ouvre une nouvelle autoroute numérique vers les réseaux internationaux qui remontent au large de l'Afrique. D'une capacité de 24 Térabits pour deux paires de fibre optiques, Metiss est 24 fois plus puissant que les câbles actuels connectés à La Réunion.

Pour le développement économique et social de notre île, l'arrivée de Metiss est un atout supplémentaire dans un monde toujours plus interconnecté et dépendant. Et l'importance vitale de nos réseaux très haut débit dans la crise que nous venons de traverser l'a parfaitement démontré - Xavier Hermess, président du consortium Metiss

Une nécessité stratégique pour l'Océan Indien

La mise en place de ce nouveau câble était une nécessité stratégique dont l'enjeu est multiple pour les opérateurs du consortium:

- la sécurisation avec la création d'une troisième autoroute internet vers l'Afrique qui amoindrira les risques de coupure
- l'anticipation de l'obsolescence des câbles existants, notamment le câble SAFE dont l'exploitation est prévue pour s'arrêter aux alentours des années 2025-2027

- et enfin l'indépendance technique et financière avec un consortium constitué d'opérateurs locaux

Un câble plus puissant pour le confort des utilisateurs

Dans les faits, pour les internautes réunionnais, Metiss offrira, à terme, des temps de réponse et de transit plus rapides, le temps de réponse depuis l'Afrique étant divisé par 4 par rapport à Paris.

Par ailleurs, avec le poids grandissant des « hub » internet de Johannesburg et Durban, permettant de concentrer les données pour les transmettre par un unique canal, il sera possible d'ici quelques années de récupérer la plupart des données internet en Afrique du Sud, sur les gros serveurs Google, Microsoft ou encore Facebook sans être obligé de remonter jusqu'à Paris.

Un projet ralenti par la crise sanitaire Covid-19

Après cinq années d'études, de choix des partenaires techniques, de reconnaissance des fonds marins et de fabrication du câble à Calais, celui-ci avait été chargé à bord du navire italien le Teliri dès le mois de janvier dernier. Mais retardé de quelques semaines par la crise COVID, le bateau a pu enfin prendre la mer en Avril dernier pour rejoindre l'Océan Indien.

Après avoir déployé la partie terrestre à Fort-Dauphin à Madagascar le 2 juin et à Port-Louis à Maurice le 14 juin, le Teliri arrive à la Réunion ce vendredi 19 juin au matin pour effectuer la pose des derniers mètres jusqu'à la plage, en baie du Port. Il gagnera ensuite Amazimtoti, la banlieue de Durban, pour raccorder Metiss aux côtes africaines.

Intégralement financé par les membres du consortium, le projet Metiss aura coûté près de 50 millions d'euros.

Pour plus d'informations cliquez ci-dessous :

- https://www.zinfos974.com/Le-nouveau-ca%CC%82ble-sous-marin-METISS-deploye-a%CC%80-La-Reunion_a156243.html
- https://www.lemauricien.com/le-mauricien/connectivite-numerique-le-cable-metiss-installe-a-maurice/356994/
- https://www.linfo.re/la-reunion/societe/metiss-le-nouveau-cable-sous-marin-arrive-a-la-reunion
- http://outremers360.com/sciences/numerique-en-outre-mer-locean-indien-bientot-connecte-a-lafrique-grace-au-cable-metiss/
- https://infomoris.com/le-mauricien/connectivite-numerique-le-cable-metiss-installe-a-maurice/
- http://www.africain.info/news=4729284
- https://www.facebook.com/infoMoris/posts/729947694486074/



La réponse du Team Europe à la crise Covid-19 à Madagascar

Le **Team Europe**, constitué de l'Union européenne (UE) et de ses Etats membres, **au niveau global, a collectivement pu rassembler plus de EUR 33 milliards pour aider les pays partenaires dans la lutte contre le Covid-19.** Les actions financées s'inscrivent dans le cadre de la Réponse mondiale au coronavirus décidée par les dirigeants du G20 en mars 2020 qui consiste en trois partenariats en faveur du dépistage, du traitement et de la prévention ; une Réponse qui vise aussi à contribuer au développement, à la production et au déploiement d'un vaccin accessible à tous. Ces actions sont notamment mises en œuvre en collaboration avec les Nations Unies, notamment l'OMS et le PAM, la Banque mondiale, le FMI et la Croix Rouge. Cette réponse combine des interventions pour couvrir les besoins d'urgence et humanitaire à court-terme ainsi que les impacts sur le plus long terme sur les systèmes de santé sans oublier les aspects socio-économiques.

Le don de EUR 2 millions via l'AFD au réseau international des Instituts Pasteur, dont environ **EUR 400.000 d'achats de matériels et de fournitures pour l'Institut Pasteur de Madagascar (IPM)**, destinés à permettre à celui-ci de remplir son rôle de centre de référence pour le diagnostic de la COVID-19 à Madagascar. L'IPM va aussi recevoir EUR 1,2 million pour un projet d'amélioration de la prise en charge de la tuberculose et de l'infection à VIH en milieu carcéral à Madagascar avec une attention particulière au COVID-19.

EUR 2 millions de don via l'AFD au réseau SEGA « One Health » (Surveillance Epidémiologique et Gestion des Alertes) de la Commission de l'Océan Indien (en cofinancement prévu avecl'UE), dont **environ EUR 1 million devrait contribuer à l'achat de matériels de lutte contre la COVID-19 pour Madagascar.**

Un appui de **EUR 500.000 pour des aides alimentaires, de l'achat de matériels** pour faire face au COVID-19 via des ONG malgaches.

ALLEMAGNE

Suite de l'article

17/06/2020

ctualité générale — le mauricien

COOPÉRATION RÉGIONALE | Conseil des ministres

Le sommet de la COI reporté à une date ultérieure

Le 5e sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Commission de l'Océan Indien (COI), initialement prévu le 25 juin à Madagascar, a été reporté à une date ultérieure. Cette décision a été prise lors de la dernière réunion du Conseil des ministres de la commission organisée par visioconférence. Il a été décidé qu'il faudrait attendre que la situation sanitaire mondiale, liée à la pandémie de Covid-19, s'améliore pour envisager la tenue de ce sommet.



Vêlayoudom Marimoutou



Hamada Ma

Par ailleurs, Hamada Madi, secrétaire général de la COI, a participé à sa dernière réunion ministérielle. Son mandat de quatre ans arrive à échéance dans un mois. Les représentants des États membres de la COI ont salué le rôle moteur de Hamada Madi en faveur de la modernisation institutionnelle et fonctionnelle de la COI, qui a culminé avec la « *Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI* » et l'accord général de Victoria révisé. Hamada Madi passera le flambeau à Vêlayoudom Marimoutou le 16 juillet. Ce dernier, actuel recteur de l'Académie de La Réunion, a été désigné par le 34e Conseil des ministres du 6 mars 2020 aux Seychelles.

Dans son allocution d'ouverture de la réunion du Conseil des ministres, le président Azali Assoumani a tenu à saluer « *la rapidité et la solidarité* » de nos États, « *qui ont su prendre toutes les mesures urgentes pour contenir cette pandémie grâce aux initiatives prises dans chaque pays, renforcées par l'appui de nos partenaires* », au premier rang desquels figure l'Agence française de Développement (AFD). « *Cette redoutable pandémie a prouvé, encore une fois, que nos pays ont toujours su mutualiser leurs efforts pour démontrer que la solidarité, dans notre région, est une réalité appelée à rayonner, au-delà de notre espace indianocéanique. À cet égard, je crois profondément en la valeur ajoutée de la coopération régionale et en son principal instrument, la COI* », a ajouté le secrétaire général sortant.

Les membres du Conseil des ministres ont pris connaissance du plan d'urgence et du plan de riposte au bénéfice de ses États membres. Ces plans ont été élaborés et mis en œuvre par la COI, à travers le réseau *SEGA One Health*, coordonné par l'Unité de veille sanitaire du secrétariat général. L'AFD, bailleur du projet RSIE3, qui soutient le réseau *SEGA One Health*, a mis à disposition une enveloppe de 4,5 millions d'euros.

Ces financements importants de l'AFD ont été mobilisés par la COI à travers l'initiative *"Covid-19 – Santé en Commun"* portée par la France. Ils ont permis de répondre aux besoins de prévention, de contrôle et de ripostes des États membres. Des équipements médicaux, du matériel de contrôle et des médicaments ont été commandés. Le directeur de l'AFD a indiqué lors du Conseil la disponibilité de l'Agence à soutenir l'acheminement des équipements dans les pays. De ce fait, les commandes passé par la COI au bénéfice d États seront livrées dar les prochaines semaines.

En complément de c appui de l'AFD, l'Unio européenne a égalemer décidé d'apporter un so tien additionnel au résea *SEGA One Health*. L'UE ainsi annoncé la propos tion de réallouer à cette fi 9,35 millions d'euros des millions d'euros destin initialement à un projet gestion des risques et d sastres naturels. Ces re sources complémentair permettront, entre autre de faire une mise à nivea des systèmes de santé p blique dans chaque Ét membre de la COI p rapport aux exigences l'OMS. Elles aideront ég lement à renforcer les c pacités, les services et l systèmes de laboratoire termes d'équipement, tests et de formations.

Plus d'information

https://mbcradio.tv/article/le-journal-t%C3%A9l%C3%A9vis%C3%A9-juin-21-2020

Environnement – Le potentiel économique des aires protégées en étude

22 juin 2020 Harilalaina Rakotobe 51 Vues 1 minute(s) pour lire



Malgré son statut d'espace mis en réserve, le Menabe Antimena est menacé par les cultures illégales.

Gestion future. Les acteurs environnementaux se concertent à partir d'aujourd'hui à Ambatobe pour renforcer le système de l'administration des aires protégées de la Grande île. Selon le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, « la plupart du temps, les espaces mis en réserve (Aire Protégée) sont sans grande valeur économique, notamment agricole ou minière, et sont situés dans des régions isolées, quasiment vides ou peuplées par des minorités ethniques ».

C'est d'ailleurs souvent en raison de leur manque d'intérêt pour les acteurs sociaux dominants que ces espaces abritent encore des écosystèmes peu perturbés par l'homme. Mais c'est également le signe que les sociétés développées, à l'origine des aires protégées, considèrent qu'elles dévorent de l'espace et qu'elles sont par conséquent un frein au développement.

Ainsi, tous les gestionnaires des aires protégées sont convoqués à présenter au MEDD leur bilan technique, leur bilan financier ainsi que leur perspective dans la gestion future de l'aire protégée. Les présentations de chaque gestionnaire nous permettront de mesurer les avantages de la mise en place du Système des Aires Protégées à Madagascar et de connaitre les potentialités de chaque aire protégée afin d'améliorer la mauvaise réputation de la mise en place des aires protégées.

Un fonds de 200 000 dollars pour la gestion de l'environnement fait partie du nouvel accord de pêche UE-Seychelles

| By: **Sharon Enesta, Traduit par: Rudie Bastienne**



L'argent pour le fonds proviendra des propriétaires de thoniers de l'UE. (Joe Laurence, Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - Un fonds annuel de 200 000 $ pour la gestion durable de l'environnement et de l'écosystème de la nation insulaire fait partie du nouvel accord de partenariat de pêche durable entre l'Union européenne et les Seychelles, a déclaré un haut responsable.

"Pour la première fois dans l'histoire de l'accord de pêche que l'Union européenne a conclu avec un autre pays, les Seychelles ont réussi à créer un fonds dédié à la gestion de l'environnement et à la surveillance de notre écosystème. L'argent du fonds proviendra des propriétaires de thoniers de l'UE mêmes ", a déclaré mardi le ministre des Seychelles pour la pêche et l'agriculture, Charles Bastienne.

Selon M. Bastienne, une somme d'environ 200 000 $ devrait être levée annuellement. "Ils devront payer cela en plus de leurs licences. Ils devront effectuer ce paiement chaque année parallèlement à leur redevance de pêche", a-t-il ajouté.

Le ministre a confirmé que la somme est actuellement disponible dans la fiducie et que les détails de son utilisation seront annoncés ultérieurement.

Des caméras sur les thoniers pour surveiller comment la pêche au thon est entreprise et les DCP biodégradables qui auront les codes des navires dont ils sont originaires figurent parmi les nouvelles dispositions de l'accord qui a été signé le 24 février de cette année.

L'accord de partenariat pour une pêche durable est un accord de coopération de longue date entre les Seychelles et l'UE signé en 1987. Il permet aux navires de l'UE de pêcher dans les eaux sous la juridiction des Seychelles, un groupe de 115 îles de l'ouest de l'océan Indien.

Quarante navires européens sont autorisés à pêcher dans les eaux des Seychelles, mais seulement 27 sont actifs - principalement des senneurs espagnols et français. Le dernier protocole a expiré à la mi-janvier de cette année, ce qui signifie que les navires battant pavillon de l'UE n'ont pas pu mener leurs activités depuis lors.
Le débat sur la déclaration et le nouvel accord s'est déroulé sur deux jours. Alors que le ministre et les membres du parti au pouvoir ont soutenu la déclaration et l'accord, les membres de l'opposition ont déclaré que l'accord donné aux Seychelles par l'UE via la convention aurait pu être meilleur avec plus d'avantages pour la nation insulaire.
Le président de la Commission des affaires internationales à l'Assemblée nationale, Jean-François Ferrari, s'est prononcé fermement sur le fonds d'affectation spéciale de 200 000 $ qui, selon lui, n'est rien comparé aux millions de dommages aux îles extérieures des Seychelles causés par des DCP laissés en mer par les thoniers.
"115 000 euros, ce n'est même pas 4 millions de SCR par an pour protéger nos côtes. L'Union européenne aurait pu faire bien mieux que cela. Et nous devrions pouvoir leur montrer comment ils auraient pu faire mieux. Nous devrions pouvoir mettre en avant les opportunités afin de renégocier l'accord ", a déclaré M. Ferrari.
Une fois les discussions sur l'accord épuisées, tous les membres ont voté mercredi pour sa ratification. L'accord est d'une durée de six ans et sur cette période, les Seychelles devraient recevoir 65 millions de dollars.

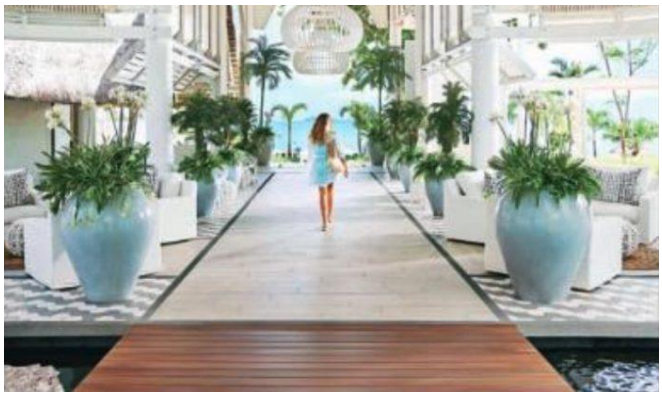
La fin des sacs en plastique en juillet



Le bannissement des sacs en plastique sera bientôt une réalité à Maurice. Ce qu'a avancé le ministre de l'Environnement, Kavi Ramano. Il a souligné que cette loi est actuellement à l'étude à la State Law Office.

La loi actuelle sur cette matière dangereuse pour l'environnement sera publiée dans la Gouvernement Gazette en juillet. Kavi Ramano a affirmé que le sac en plastique est une véritable calamité pas que pour Maurice, mais pour toute la planète.

Lux Island Resorts : les bénéfices chutent de 50% sur les neuf derniers mois



La crise sanitaire a été une catastrophe mondiale. Beaucoup de pays opérant dans le secteur du tourisme ont subi des pertes considérables. Lux Island Resorts a ainsi enregistré une baisse de 50% de ses bénéfices durant les neuf derniers mois. En vue de préserver ses liquidités et diminuer l'impact de l'absence de revenus depuis l'apparition de la COVID-19 ayant résulté à la fermeture des hôtels depuis mars 2020, Lux Island Resorts a fait appel aux banques et autorités compétentes pour disposer de liquidités supplémentaires lui permettant de respecter ses engagements financiers.

Selon Désiré Elliah, Chief Executive Officer (CEO) de Lux Island Resorts, pour l'heure, il est difficile de mesurer l'impact financier lié à la COVID-19. Pour lui, aussi longtemps que cette crise sanitaire durera, elle « aura une incidence négative sur les résultats de la société ». Pourtant, au tout début de la crise, il avait partagé médiatiquement la thèse de la résilience de l'industrie touristique mauricienne pour faie face à la crise?

Pour ce qui est des arrivées touristiques, il est à noter que pour les neuf mois de l'année financière 2019-2020 se terminant au 31 mars 2020, Maurice a accueilli 1,1 M de touristes, soit une baisse de 6% par rapport à 2019. Concernant les Maldives, au cours de la même période, les arrivées touristiques ont régressé de 1% par rapport à 2019 pour atteindre les 1,2 M.
Suite de l'Article